

VI^e Colloque International « TIC & Territoire : Quels développements ? »

14 & 15 juin 2007

Université Jean Moulin, Lyon III

***TIC & CULTURE INFORMATIONNELLE URBAINE :
VERS UNE APPROCHE COMPREHENSIVE***

Smail KHAINNAR

Architecte doctorant. ATER

Smail.khainnar@univ-valenciennes.fr

Adresse professionnelle

Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis

ISTV 3 - Filière GCAU

Le Mont Houy - 59313 Valenciennes- France

Résumé : La réussite d'une démarche urbaine est liée étroitement à l'intégration de l'habitant dans la scène décisionnelle. Nous proposons de montrer le rôle de la culture informationnelle urbaine des habitants dans l'implication efficace en matière d'aménagement de leur espace. Celle-ci leur permet d'absorber, d'analyser, d'intégrer, de créer et de transmettre l'information de façon efficace pour aboutir à une meilleure manière d'utiliser celle-ci, afin de faire ressortir la véritable valeur de tout ce qu'il entreprennent.

Mots clés : TIC, discours, dynamique identitaire, acteurs mobilisés *par le projet*, acteurs mobilisés *dans le projet*

Summary : The success of an urban step is closely related to the integration of the inhabitants in process. We propose to show the role of the urban informational culture of the inhabitants in the effective implication with the decision-making processes. This one enables them to absorb, analyze, integrate, create and transmit the effective information of way to lead to a better manner of using this one, in order to emphasize the true value of all that it undertake.

« TIC ET CULTURE INFORMATIONNELLE URBAINE : VERS UNE APPROCHE COMPREHENSIVE »

1- INTRODUCTION : PRBLEMATIQUE ET CADRE METHODOLOGIQUE

La production urbaine des villes françaises s'est transformée au cours de ces dernières décennies. Ces changements se sont traduits par l'abandon d'une vision réglementaire, techniciste et purement centraliste, pour l'adoption d'une logique de coproduire la ville basée sur la pluralité des acteurs, sur la mobilisation des diverses compétences et synergies et sur la neutralisation des politiques sectorisées et des stratégies cloisonnées. Ce passage qui a marqué la production urbaine dans le contexte français a fait émerger d'une part, des nouvelles figures d'acteurs qui se sont insérées au paysage décisionnel urbain et, d'autre part, a contribué à fluctuer les frontières entre ces sphères d'acteurs, notamment entre le public et le privé.

Or, la réalité du terrain montre qu'à ces logiques de coopération, de coordination et de partenariat entre territoires, viennent s'ajouter une mise en concurrence rivale entre ces mêmes territoires. Ces stratégies concurrentielles sont alimentées par des mécanismes conflictuels s'inscrivant dans divers ordres et qui sont de plus en plus difficile à cerner (vouloir mieux se positionner à l'échelle locale, régionale, nationale voire européennes à travers les programmes de jumelage des villes, ..., enjeux politiques pour les élus qui veulent se montrer dynamiques et actifs dans leurs territoires, conflits en matière d'aménagement d'espace, ...).

Ce caractère paradoxal dans les politiques de développement territorial en général et dans le champ de la production urbaine en particulier (d'une part, des processus coopératifs dans le cadre des lois sur les intercommunalités et, d'autre part, des politiques concurrentielles qui se détruisent pour tirer plus d'intérêts) a fait que l'implication de la société civile dans les processus décisionnels en matière d'urbanisation et de développement sociétal, a pris un caractère rituel qui néglige les aspects substantiels des problèmes pour s'intéresser d'avantage aux divers enjeux qui

sont généralement orientés vers un intérêt particulier. Notons que nos propos dans le cadre de cette étude portent sur l'implication de la masse civile dans les stratégies décisionnelles en matière d'urbanisation. Celle-ci ne se mesure pas en kilomètres carrés, mais par la nature extrêmement complexe des grands réseaux ou noeuds de communication et d'échange qu'elle génère.

L'objet de cette communication se fonde sur une approche compréhensive qui vise à s'interroger sur le degré d'implication de la société civile dans les processus décisionnels en matière de politiques urbaines. Dans ce contexte, l'idée forte que nous défendons est que, pour comprendre la manière dont laquelle la ville se refait sur elle-même, cela ne se limite pas seulement à s'interroger sur les *modes de faire* des figures d'acteurs classiques qui interviennent en tant que architecte, urbaniste, politique,... , mais aussi en tant habitant. Celui-ci constitue le premier destinataire et premier usager auquel l'objet urbain est conçu et mis en œuvre. Cet usager-acteur (l'habitant) est censé acquérir un certain niveau de culture informationnelle urbaine. Celle-ci lui permet d'absorber, d'analyser, d'intégrer, de créer et de transmettre l'information de façon efficace pour aboutir à une meilleure manière d'utiliser celle-ci, afin de faire ressortir la véritable valeur de tout ce qu'il entreprend.

Le présent document s'articule autour de trois parties qui se complètent et qui visent à apporter un éclairage sur le degré d'implication des habitants dans les politiques urbaines locales à travers les figures singulières d'opérations d'aménagement urbain. Pour ce faire, nous allons dans une première partie nous intéresser à la question de l'identification

des acteurs urbains impliqués dans une démarche projectuelle urbaine. Acteurs auxquels l'usager fait partie prenante de ce système qui a été élargie suite à l'adoption des lois sur la décentralisation au début des années 80.

Une deuxième partie sera consacrée aux formes de participation citoyenne dans les processus aménageurs. L'accent sera porté sur les diverses manières de participation des populations aux affaires urbaines, tout en s'interrogeant sur la réelle intégration de ces populations dans la co-écriture des scénarios urbains qui concernent leur quotidien et leur devenir urbain.

La troisième partie quant elle, constitue la partie contributive de notre étude et se focalise sur la question du rôle de la culture informationnelle dite « urbaine » dans l'implication active des populations dans les décisions en matière de développement urbain. Notons que l'emprunt du concept de la « culture informationnelle » (qui est originaire des domaines de la documentation et de l'éducation) et son application dans le domaine de l'urbain constitue une tentative qui vise à alimenter des réflexions concernant l'implication des habitants dans les processus participatifs en matière d'aménagement de l'espace. Ceux-ci sont supposés acquérir une autonomie à l'accès, au tri, à l'évaluation, à la critique et même à une utilisation créative de l'information urbaine qui leur est utile. Utilisation qui peut aller jusqu'à la production des savoirs.

2- L'EMERGENCE DE L'ACTEUR USAGER : QUELLE IMPLICATION ?

L'abandon de l'ancien système de production urbaine et l'adoption de la *culture projet* a fait émerger des nouveaux acteurs, a redistribué les pouvoirs, a réorganisé les frontières entre les diverses sphères impliquées et a fait obéir la scène urbaine à des changements décisionnels, conceptuels, communicationnels, processuels, L'« habitant » est au cours des préoccupations de ce nouveau mode de coproduire la ville. La place que celui-ci peut prendre dans la scène décisionnelle dépend de son degré d'implication dans les divers

processus aménageurs. Cette perception de l'habitant comme un usager-acteur dans les affaires urbaines a fait l'objet de plusieurs lois à travers des dispositifs législatifs qui rendent obligatoire l'organisation d'une concertation avant la mise en oeuvre des projets.

La pluralité d'acteurs urbains mobilisés dans les démarches urbaines contribue à complexifier le déroulement et l'issue de celles-ci. Comme un système complexe, les acteurs procèdent selon des stratégies le plus souvent divergentes, concurrentielles voire même conflictuelles. Sans vouloir les dramatiser, les démarches urbaines sont conçues et pilotées par des acteurs dont les intérêts et les gains à retirer de celles-ci constituent leurs préoccupations principales.

Face à ces politiques orientées vers des intérêts particuliers qui mettent le plus souvent les vraies préoccupations des populations en second rang, il convient de s'attarder sur deux points qui nous paraissent cruciaux, à savoir : d'une part, la crise identitaire territoriale dont laquelle l'habitant se trouve aujourd'hui suite à ces politiques le plus souvent volontaristes (malgré le passage d'un urbanisme réglementaire à un urbanisme participatif depuis trois décennies) et, d'autre part, la manière dont laquelle l'habitant est impliqué avec les autres acteurs urbains qu'il influence et qu'ils l'influencent. L'objectif derrière cet état des lieux qui fera l'objet des deux sous sections suivantes est de mieux appréhender la réalité urbaine à travers la présentation de la configuration actuelle des acteurs ainsi que les divers enjeux qui se manifestent.

2.1- La crise identitaire territoriale de l'habitant

Comme le précise Gilbert « *L'étude des caractéristiques de l'identité d'un espace urbain donné, d'un "secteur de la ville", nécessite que l'on prenne en compte l'ensemble des éléments qui la constituent dans une perspective dynamique. L'identité d'un lieu inclut la notion de symbole et doit être analysée comme un processus en cours, comme un phénomène en évolution constante, et non pas comme un fait statique ou comme une icône : il ne s'agit pas d'un référent universel et intemporel qu'il faudrait prendre en compte en amont des observations, mais d'un processus en*

marche et en renouvellement permanent qui s'alimente de discours et de pratiques (urbanistiques, politiques ou simplement liées aux différents modes d'usage de l'espace par les habitants) : ces différents usages, du fait de la multiplicité et de la diversité des acteurs en jeu, laissant des traces, comme autant d'empreintes qui participent précisément à la formation de l'identité locale considérée » (Gilbert, 1985). En tant que processus, l'identité territoriale se construit et se développe tout en obéissant à de divers mécanismes qui s'interagissent dans une logique conflit-coopération. Aujourd'hui, les pratiques sociales des villes par les populations urbaines sont différentes, voire même contrastées qu'auparavant. Ces pratiques qui sont des éléments déterminants dans la construction de l'identité territoriale d'un échelon spatial (site urbain, ville, région, ...) constituent la cause principale de la crise identitaire au quelle l'habitant se trouve impliqué.

La ville est un lieu de partage, de co-existence et de socialisation¹ des populations très différenciées. La différence en matière d'usage et de pratique de l'espace par ces populations façonne et formule l'identité du territoire en question. Avec les problèmes et les enjeux contemporains des populations urbaines, la production urbaine n'est pas seulement censée produire des logements, des équipements et des infrastructures, mais l'enjeu majeure c'est produire de l'emploi, de la sécurité, de la cohésion sociale, Les habitants perdent le lien avec leur espace de vie, ils n'arrivent pas à se l'approprier. Cette situation actuelle du cadre de vie trouve ses origines dans les problématiques héritées de la ville industrielle : fragmentation des espaces, croissance urbaine par agrégations successives de zones fonctionnelles, perte de leur affectation d'origine par l'arrivée

¹ Notons que le concept de socialisation peut être appréhendé selon deux perspectives « *En un premier sens, il désigne l'ensemble des mécanismes d'apprentissage qui font que les individus intériorisent les valeurs et les normes d'une société ou d'un groupe social particulier, ... et il peut aussi se référer au diverses interactions qui établissent entre les individus des formes déterminés de relations* » (Grafmeyer, 1995, 89).

des nouvelles technologiques et de nouveaux modèles d'occupation du sol, ...

La conséquence a été la prolifération de «vides» (et du point de vue morphologique et du point de vue sémantique) et des lieux de marginalisation à l'intérieur de la ville. Celle-ci a perdu son organicité en provoquant une fracture profonde entre l'individu et les lieux de l'habiter (à toute échelle), voire une perte de communication qui s'explique par un manque des rapports en matière d'appartenance et d'affectivité entre l'homme et son espace.

2.2- Les formes de participation citoyenne

En effet, plusieurs concepts tels : la participation, la concertation, l'information et la consultation sont le plus souvent mal distingués. Nous rejoignons Zetlaoui-Léger (Zetlaoui-Léger, 2005) et Dziedzicki (Dziedzicki, 2001) qui définissent les concepts suivant comme :

- *La participation* ; elle est aujourd'hui souvent mal distinguée de la concertation, elle permet à tous les habitants-usagers qui le souhaitent de s'impliquer à tous les stades d'élaboration d'un projet. Il s'agit à la fois de laisser le dispositif ouvert, et de faire en sorte que les réflexions apportées par les groupes d'habitants-usagers contribuent directement à transformer le projet. « *La participation suppose la concertation (c'est-à-dire des temps de travail avec des groupes d'habitants, d'utilisateurs), la consultation et l'information. Selon que les habitants participent librement à l'élaboration du projet avec les instances opérationnelles, ou aux instances de décisions politiques, la participation peut conduire respectivement à la coproduction ou à la codécision* » (Zetlaoui-Léger, 2005). A noter que dans un dispositif ouvert, la coproduction reste dans le champ de la participation, dans un dispositif plus fermé, elle s'apparente à une concertation forte. Les "ateliers d'urbanisme" peuvent constituer des dispositifs de coproduction, à condition que les modalités de prise en compte du travail réalisé soient bien clarifiées et effectives.

- *La concertation* ; elle correspond à une forme de dialogue au sein d'un cercle relativement restreint de personnes concernées par le sujet. L'objectif est de partager des informations sans qu'il y ait toutefois un cadre, un enjeu et des

objectifs nécessairement définis au préalable. Généralement, elle se déroule dans un cadre non conflictuel ce qui exclut la recherche d'un accord. Procéduralement et dans le champ d'un projet urbain, elle consiste à constituer des groupes de travail avec les habitants-usagers. Ces derniers sont choisis pour leur "représentativité", parfois directement par la maîtrise d'ouvrage, selon des procédés plus ou moins aléatoires. Pendant longtemps en France, la concertation est restée institutionnelle, politico-administrative et technique. Un degré d'ouverture supplémentaire est aujourd'hui atteint, lorsque des habitants sont associés à la réflexion. Mais reste souvent incertaine, la question de la prise en compte de leur travail tout au long et dans l'élaboration d'un projet.

- *L'information et la consultation*; en effet, la première se présente le plus souvent comme un processus communicationnel à sens unique. Elle constitue à mettre en place un dispositif où les habitants ne sont pas associés directement à la réalisation : ils sont informés par différents médias de l'évolution du projet. Cette démarche s'adresse généralement au « grand public ». Il est invité à donner leur avis lors de réunions publiques ou par la procédure de l'enquête publique par exemple, sans pour autant que les élus, la maîtrise d'ouvrage soit dans l'obligation de suivre ces avis. Cette procédure ne constitue en aucun cas une forme de participation car l'avis de la population n'influence pas la décision. La consultation quant à elle, est souvent organisée lorsque le projet est déjà bien avancé. Elle constitue une information à double sens qui a pour cible un « public intéressé » afin d'engager le débat.

3- VERS UNE CULTURE INFORMATIONNELLE URBAINE

« Maîtrise de l'information », « compétences informationnelles » ou « culture de l'information » sont des concepts qui ont émergé au début des années 80 dans le domaine de la bibliothéconomie et la documentation. Depuis cette période, les appellations évoluent, varient et ne semblent recueillir l'unanimité auprès des professionnels de l'information. Dans un premier lieu, nous allons apporter un éclairage sur le concept de la culture informationnelle à travers quelques définitions provenant de diverses sources (disciplinaires et institutionnelles), pour en

suite, nous focaliser sur notre champ d'application (la ville vue sous une vision processuelle et le degré d'implication des habitants dans les démarches urbaines), tout en essayant de transposer les propos théoriques concernant le concept de la culture informationnelle à celui-ci, et voir comment l'habitant peut s'impliquer d'avantage et devenir un acteur co-décideur dans les démarches urbaines à travers l'acquisition d'un certain niveau de cette culture informationnelle.

3.1- La culture informationnelle : définition et contexte

Prenant appui sur les travaux de Chevillotte qui a essayé de traduire les définitions du concept en question tout en s'appuyant sur des travaux provenant du monde anglo-saxon, nous pouvons repérer les définitions suivantes :

« *Culture de l'information : Ensemble de compétences permettant de reconnaître l'existence d'un besoin d'information, d'identifier l'information adéquate, de la trouver, de l'évaluer et de l'exploiter en relation avec une situation donnée, dans une perspective de résolution de problème...* » (Grand dictionnaire terminologique, Office québécois de langue française).

« *Être compétent dans l'usage de l'information signifie que l'on sait reconnaître quand émerge un besoin d'information et que l'on est capable de trouver l'information adéquate, ainsi que de l'évaluer et de l'exploiter.* » (Traduction par P. Bernhard de la définition de l'American Library Association).

« *On appelle "maîtrise de l'information" un ensemble de compétences intellectuelles et instrumentales permettant, dans un objectif de connaissance, de mettre en oeuvre un processus de collecte, d'évaluation, de traitement, de production et de communication de l'information.* » (Claire Panijel-Bonvalot, BBF, 2005, n° 6, p. 17)

« *La maîtrise de l'information inclut les compétences nécessaires pour reconnaître les besoins en information et pour localiser, évaluer, appliquer et créer une information dans un contexte culturel et social donné ; [...] dépasse les technologies actuelles pour englober la formation, la pensée critique et les techniques d'interprétation entre les frontières professionnelles et renforcer les individus et*

les communautés. » (Extrait de la Proclamation d'Alexandrie sur la maîtrise de l'information et l'apprentissage tout au long de la vie, novembre 2005, <http://www.ifla.org/III/wsis/BeaconInfSoc.html>).

De son côté, Shapiro a souligné que « ... la culture informationnelle devrait... être conçue... comme un nouvel art libéral comprenant aussi bien l'utilisation des ordinateurs et l'accès à l'information qu'une réflexion critique sur la nature de l'information elle-même, son infrastructure technique, de même que son impact et son contexte social, culturel et même philosophique. Ces éléments sont considérés aussi essentiels à la structure mentale de l'individu instruit de l'ère moderne de l'information que le trivium de base des arts libéraux (grammaire, logique et rhétorique) était essentiel à une personne instruite de la société médiévale » (Shapiro & al. 1996).

Selon les définitions citées ci-dessus, celles-ci mettent l'accent sur quelques concepts génériques qui semblent être importants dans le processus d'acquisition de la culture informationnelle. Ces concepts peuvent se grouper en deux catégories : l'identification des besoins informationnels et les différentes tâches rentrant dans un processus informationnel (collecter, traiter, évaluer, exploiter, ...). Les deux concepts en question se complètent et visent à doter l'utilisateur d'un certain niveau culture informationnelle lui permettant de mieux s'impliquer avec son environnement dans une perspective de résolution d'un problème.

A cet égard, il convient de s'attarder sur la signification des deux processus, d'une part, l'identification et la reconnaissance du besoin informationnel et, d'autre part, les diverses procédures informationnelles qui constituent une sorte de réponse qui vise à satisfaire ce besoin. Nous allons nous focaliser sur les deux processus sous une vision explicative visant à mieux les appréhender séparément, pour en suite nous interroger sur leur articulation.

Nous Situons nos propos sur le besoin informationnel : de qui parle t-on ?

Commençant d'abord par le concept du Besoin : que signifie t-il ? Selon Marchat, un besoin peut être défini comme « ... ce qui est exprimé ou non exprimé par l'utilisateur et qui lui permet de réaliser un certain nombre d'actions ou tâches. Une partie du besoin peut ne pas être exprimée par l'utilisateur car il le juge implicite » (Marchat, 2006, p. 4). Merviel de son côté, définit le besoin comme « comme un nécessité ou un désir éprouvé par un utilisateur. Il peut être exprimé ou implicite, avoué ou inavoué, latent ou potentiel ... » (Merviel, 1997, p. 26).

Dans le champ des activités projectuelles, l'information constitue un besoin vital aux acteurs concernés. L'information devient un enjeu majeur au quel les acteurs doivent faire face. Accéder, traiter, manipuler, transformer, échanger, déformer, constituent autant de processus servant à répondre aux divers besoins d'acteurs qui concourent à l'aboutissement du produit final.

Revenant à l'information, que signifie t-elle ? Comme le précise Willett « il n'existe pas de consensus sur la manière de définir ce qu'est ou ce que représente l'information. Le mot « information » provient du verbe « informer », lui-même dérive du mot latin *informare*, qui signifie aussi bien donner une forme, mettre en forme, former (l'esprit, le caractère, par l'intermédiaire d'un apprentissage), que représenter, présenter, créer une idée ou une notion » (Willett, 1992, p. 158). Lamizet définit l'information comme « une inscription d'une référence socialement déterminée dans un système formel susceptible de faire l'objet d'une diffusion et d'un échange dans la communication » (Lamizet & al, 1997, p. 297). Merviel évoque le rôle de l'information qui vise à produire un changement d'état cognitif du destinataire « Est information pour un être vivant (ou pour un automate) tout signal qui, après perceptions, produit un effet sur son comportement ou sur son état cognitif (par

exemple en modifiant la représentation qu'il se fait d'un phénomène)» (Merviel, 1997, p. 81).

En associant les deux concepts (besoins et information) par déduction, nous pouvons dire qu'un besoin informationnel se comprend comme ce qui est exprimé ou non exprimé en matière d'information par l'utilisateur et qui lui permet de réaliser un certain nombre d'actions ou tâches. Nous avons également souligné qu'une partie du besoin peut ne pas être exprimée par l'utilisateur car il le juge implicite.

Le deuxième processus que nous avons qualifié d'informationnel vise, à travers les diverses tâches de collecte, d'évaluation, de traitement, d'exploitation de l'information à réduire l'incertitude de l'utilisateur voire à l'éliminer. Comme le précise Morin concernant le rôle de l'information « Une information est une quantité de données transférées d'un individu à un autre. Elle instruit en apportant des connaissances. Elle tend donc à réduire sinon à supprimer l'incertitude » (Morin, 1990, p. 145). Notons que l'implication de l'utilisateur dans ces démarches informationnelles pour satisfaire son besoin, est liée d'une manière étroite à l'environnement² auquel celui-ci se trouve. La prise en compte de l'environnement permet d'orienter son savoir apprendre et de canaliser ses efforts en matière de recherche informationnelle. La figure ci-dessous (Fig 01) montre l'articulation des deux processus servant à acquérir une culture informationnelle (processus d'indentification du besoin informationnel et processus de réduction de l'incertitude à travers les diverses procédures informationnelles) ainsi que la prise en compte de la donnée contextuelle (l'environnement).

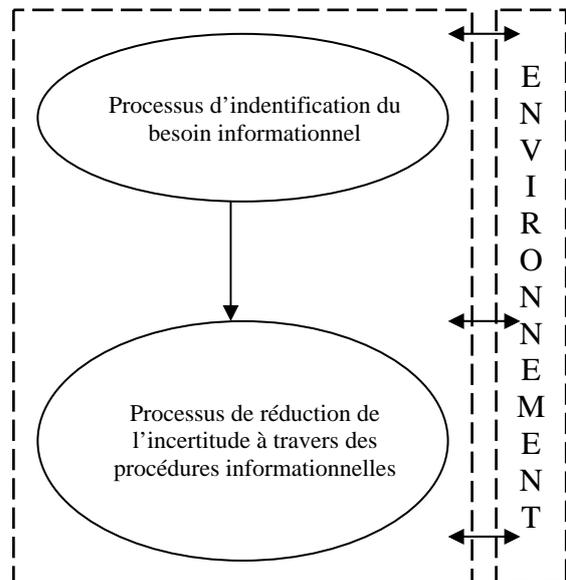


Fig 01 : culture informationnelle entre identification des besoins informationnels, réduction de l'incertitude à travers les procédures informationnelles et prise en compte de l'environnement

3.2- culture informationnelle et maîtrise des TIC

L'usage de l'information va de pair avec une maîtrise des technologies de l'information et de la communication TIC. Ces technologies comme des dispositifs techniques servant à naviguer spatio-temporellement dans un ensemble informationnel le plus souvent hétérogène et réparti, permettent l'accès, le traitement, la modification et l'échange des données et plus spécifiquement celles numérisées dans une quête de satisfaire des besoins informationnels incessants. L'acquisition d'un certain niveau de culture informationnelle s'accompagne par une maîtrise des compétences instrumentales permettant de se familiariser avec les diverses modalités procédurales de ces outils (TIC). Bruce dans sa définition de la culture informationnelle met l'accent sur l'importance de la question d'usage des TIC comme un enjeu crucial qui nécessite une formation des citoyens pour un usage critique de l'information « La culture – ou maîtrise – de l'information peut être considérée comme l'usage des technologies de l'information ;

² Par environnement, nous souhaitons dire les différents facteurs exogènes et endogènes du milieu de l'utilisateur : son profil professionnel, son degré d'implication dans la démarche, la nature de l'information recherchée, ...

comme une combinaison de compétences technologiques et informationnelles ; comme l'acquisition de modèles mentaux de systèmes d'information ; comme un cheminement ; comme un ensemble de compétences, attitudes et connaissances ; comme savoir apprendre ; ou comme une association de façons d'expérimenter l'usage de l'information » (Bruce, 1998).

3.3- Culture informationnelle urbaine : quelle implication de l'habitant dans les démarches urbaines ?

Les démarches urbaines à multiples échelles visent à remédier les diverses imperfections qui se heurtent à une gestion rationnelle des territoires. Les acteurs urbains responsables du patrimoine bâti sont aujourd'hui contraints d'intégrer les potentialités inexprimées des tissus urbains dans leurs interventions. Cet état de fait a contribué à élargir le fossé entre les vraies préoccupations des populations et les solutions apportées à travers ces interventions urbaines.

L'habitant constitue l'acteur par excellence qui peut expliciter les dysfonctionnements urbains qui assaillent son quotidien et rendent difficiles ses pratiques sociales de son espace. Cette explicitation des problèmes urbains passe par une mise en œuvre d'une logique d'accompagnement communicationnel harmonieux intégrant à la fois les besoins objectifs et subjectifs des populations.

Dans ce contexte, deux questions retiennent notre attention à savoir : d'une part, quel est le degré d'implication des habitants dans les processus décisionnels en matière de l'aménagement de leur espace ? Et, d'autre part, quel sont les mécanismes qui permettent à l'habitant d'une ville d'acquiescer une culture informationnelle urbaine, pour une utilisation efficace de l'information lui servant de faire ressortir la véritable valeur de tout ce qu'il entreprend ? Nous tentons de répondre à ces deux questions dans les lignes qui suivent.

- Concernant l'implication des habitants dans les l'écriture des scénarios urbains, nous constatons que malgré le passage d'une logique de *production* de la ville à une logique de *co-production* de celle-ci, les processus décisionnels qui président à l'élaboration des projet urbains repose souvent sur une logique linéaire où « *On postule en effet l'existence*

d'une « main » qui fait avancer ce processus, sans que l'on sache qui perçoit le problème, qui effectue le diagnostic, et qui élabore des traitements possibles, etc. » (Dziedzicki, 2001, p. 44).

La concertation citoyenne ne constitue que des rituels de façade avec lesquelles, les décideurs urbains (élus, ...) veulent acheter la paix sociale « *Déterminante est la conduite du débat public sur des objets bien identifiés par les habitants et les acteurs. La notion d'objets identifiés est importante parce que, souvent, dans le discours des habitants, il apparaît que l'implicite de la maîtrise d'ouvrage - quand elle s'engage dans une concertation - est parfois d'acheter la paix sociale, le plus souvent de se réunir pour se réunir. Dit autrement, si la réunionite est la maladie infantile de la participation, c'est justement parce que l'idée du dialogue (se parler, s'écouter, se rencontrer) l'a emporté sur l'objet du dialogue »³. Nous pouvons résumer les facteurs qui caractérisent la participation citoyenne contemporaine dans les processus aménageurs en :*

- Logique linéaire dans les processus décisionnels;
- Participation en fin de processus;
- Participation réduite à la portion congrue de la population;
- La complexité du contenu des documents mis à l'enquête;
- L'absence de prise en considération des avis.

Tout cela a fait que les solutions urbaines apportées ne répondent pas aux vrais problèmes et dysfonctionnements des populations. Ce qui alimentent l'émergence des situations conflictuelles entre acteurs et provoquent le rejet des objets urbains par les populations, car les démarches urbaines qui s'enferment sur des enjeux sectorisés et ne prennent pas en compte les socles socio-culturel, identitaire et historique de la cible risquent d'être rejetées par celle-ci.

- la culture informationnelle urbaine entend répondre à la crise participative citoyenne en matière d'aménagement d'espace. A cela, s'ajoute bien évidemment la volonté des

³ CF.CDC DRU Cahier du renouvellement urbain n°2 sur la participation des habitants. Mars 2002.

décideurs d'intégrer la société civile dans leurs démarches tout en cessant de pratiquer les politiques volontaristes unilatérales. Nous rappelons que, par culture informationnelle urbaine (en faisant référence aux définitions déjà présentées ci-dessus), nous souhaitons dire : l'ensemble de compétences intellectuelles et instrumentales permettant de reconnaître l'existence d'un besoin d'information urbaine, d'identifier l'information adéquate, de la trouver, de l'évaluer et de l'exploiter en relation avec une situation donnée, dans une perspective de résolution de problème.

Avant d'aborder les mécanismes qui permettent d'acquérir une culture informationnelle liée à l'environnement urbain, Il nous semble important de souligner les trois niveaux progressifs de compétences au sein de la culture informationnelle. Selon Juanals (2003), nous pouvons distinguer :

- *la maîtrise de l'accès à l'information (technique et méthodologique : évaluation, tri, critique) ;*
- *la culture de l'accès à l'information (utilisation autonome, critique et créative de l'information, allant jusqu'à la production de savoirs) ;*
- *et la culture de l'information. C'est dans le cadre de ce dernier niveau, qui suppose notamment une prise en compte de considérations éthiques, sociales, culturelles, politiques, ou encore économiques sur la société dite de l'information,*

Au-delà des deux premiers niveaux de compétences qui nécessitent la maîtrise des procédures instrumentales et méthodologiques, le troisième niveau de compétences qui consiste à se doter d'une culture générale incluant diverses dimensions : éthiques, sociales, politiques, économiques ..., constitue un élément important sur lequel nous nous appuyons dans notre réflexion. En effet, replacer des problèmes urbains locaux dans un contexte élargi incluant une pluralité de dimensions (que nous venons de citer) à travers sa culture informationnelle, permet à l'habitant de se doter d'une vision globale,

complète, voire systémique⁴ de la situation en question.

Mises à part les préoccupations spatiales d'une démarche urbaine, celle-ci a des portées politiques, socio-économiques, identitaires, historiques qui s'enchevêtrent et qui constituent des enjeux cruciaux auxquels elle est censée répondre. L'habitant en tant que acteur à part entière dans la démarche, peut contribuer à influencer la scène décisionnelle urbaine selon son degré d'implication. Celui-ci dépend étroitement du niveau de sa culture informationnelle. Culture qui ne signifie pas simplement l'accès à l'information urbaine, mais, la possession d'un pouvoir lui permettant le passage à l'acte décisionnel. L'accès à l'information ne constitue pas une finalité en soi, l'enjeu est de savoir créer les conditions nécessaires pour que les citoyens soient non seulement consommateurs d'informations, mais véritablement acteurs dans la ville. Etre acteur, cela signifie la capacité à l'accès au savoir et donc à l'information, à la responsabilité et au passage à l'acte (co-décision).

4- CONCLUSION

L'idée forte que nous voulions défendre est que la culture informationnelle urbaine pour un habitant est nécessaire pour une implication efficace dans l'élaboration des scénarios urbains qui concernent son espace de vie. Une culture informationnelle à travers laquelle, celui-ci peut non seulement acquérir une information de qualité mais, être capable de se positionner face aux divers enjeux de la réalité urbaine dont laquelle se trouve impliqué. Ce positionnement ne peut se faire qu'à travers l'ouverture sur l'environnement tout en se dotant d'une vision multifacettée de la situation. Vision capable d'inclure les diverses dimensions politiques, socio-économiques, culturelles,

A cela, s'ajoute la bonne volonté des décideurs d'intégrer les populations urbaines dans leurs démarches. En effet, l'instauration d'une plate forme de travail fondée sur le dialogue, la négociation et le partenariat, constitue la condition principale de la réussite des

⁴ Dans le sens de bien appréhender les interdépendances entre les sous systèmes constituant la démarche urbaine en question.

démarches. Prendre en compte les avis des populations, les impliquer dès les phases amont de la démarche, les accompagner communicationnellement tout en veillant à instaurer une compréhension mutuelle à propos du futur aménagement, de ses enjeux (politiques, spatiaux, socio-économiques, environnementaux, culturels, ...), de ses retombées, de son impact, ..., constituent autant d'éléments qui permettent de dégelier des situations d'indécidabilité, d'éviter des conflits qui pèsent lourd sur la faisabilité du projet (faisabilité technique, financière, ...) et de permettre au futur aménagement d'être approprié par la population concernée.

BIBLIOGRAPHIE

- BRUCE C., 1998, « Information Literacy Programs and Research: An International Review. » *In Student Learning in the Information Age*, édité par Patricia Senn Breivik (Phoenix, Arizona: Oryx Press, 1998), pp. 141-153.
- CHEVILLOTTE S., 1999, « Maîtrise de l'information ». Les dossiers de l'ingénierie éducative.
- DZIEDZICKI J.M., 17 Décembre 2001, « *Gestion des conflits d'aménagement de l'espace: quelle place pour les processus de médiation* ». Thèse de doctorat préparée à l'université François RABELAIS -Tours - . Discipline : aménagement de l'espace et urbanisme.
- GILBERT F., 1985, « *Processus de constitution d'une identité spatiale, exemples lyonnais* ». GRS. Recherche faite à la demande de : Mission du Patrimoine ethnologique. 212 p
- GRAFMEYER Y.; 1995, « *Sociologie urbaine* ». Ed NATHON.
- JANUALS, B., 2003, « *Culture de l'information, du livre numérique* », Hermès, Paris.
- LAMIZET B, SILEM A., 1997, « *Dictionnaire encyclopédique des sciences de l'information et de la communication* ». Éd ELLIPSES.
- MARCHAT H., 2006, « *La gestion de projet par étapes. L'analyse des besoins* ». Éd d'ORGANISATION. Paris.
- MERVIEL S., 1997, « *La conception en communication* ». Éd HERMES. Paris.
- MORIN E., 1990, « La méthode, 3 : la connaissance de connaissance ». Éd LE SEUIL. Paris.
- PINTE J.P., 2006, « La veille informationnelle en éducation pour répondre au défi de la société de la connaissance au XXI ème siècle : Application à la conception d'une plateforme de veille et de partage de connaissance en éducation : Commun@utice ». thèse de doctorat préparée à l'université de Marne-La-Vallée. Discipline : Sciences de l'Information et de la Communication.
- SERRES A., 2007, « Evaluation et validation de l'information sur Internet. La formation à l'évaluation de l'information : une didactique à construire au coeur de la culture informationnelle ». Journée d'étude des URFIST. URFIST de Rennes, CERSIC-ERELLIF, Université Rennes 2.
- SHAPIRO, JEREMY J, SHELLEY K. Hughes. « Information Literacy as a Liberal Art » *Educom Review*. Vol 31 No. 2 March/April 1996.
- ZETLAOUI LEGER J., 2005, « *L'implication des habitants dans des micro-projets urbains : enjeux politiques et propositions pratiques* ». Institut d'Urbanisme de Paris, Laboratoire CRETEIL. Article pour Les cahiers de l'école d'architecture de La Cambre, Bruxelles.
- WILLETT G., 1992, « *La communication modélisée. Une introduction aux concepts, aux modèles et théories* ». Éd RENOUEAU PEDAGOGIQUE INC. Canada.

Organisme auteur

CF.CDC DRU Cahier du renouvellement urbain n°2 sur la participation des habitants. Mars 2002. (Traduction par P. Bernhard de la définition de l'American Library Association).

Extrait de la Proclamation d'Alexandrie sur la maîtrise de l'information et l'apprentissage tout au long de la vie, novembre 2005, <http://www.ifla.org/III/wsis/BeaconInfSoc.html>.

